



BROCHURE DE CONVOCATION
R. 225-81 du Code de commerce

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE

Le 24 mai 2023

A 10 HEURES

1-3 Rue Eugène & Armand Peugeot
Immeuble le Corosa
92500 Rueil-Malmaison
417 689 395 R.C.S. Nanterre

Ordre du jour

Les résolutions 1 à 17, 24 et 27 relèvent de la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire.
Les résolutions 18 à 23 et 25 à 26 relèvent de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

1. Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2022 ;
2. Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2022 ;
3. Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2022 et distribution d'un dividende ;
4. Approbation du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions dites réglementées visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce ;
5. Renouvellement du mandat de Madame Diony LEBOT en qualité d'Administrateur ;
6. Renouvellement du mandat de Madame Patricia LACOSTE en qualité d'Administrateur ;
7. Renouvellement du mandat de Monsieur Frédéric OUDEA en qualité d'Administrateur ;
8. Renouvellement du mandat de Monsieur Tim ALBERTSEN en qualité d'Administrateur ;
9. Nomination de Monsieur Pierre PALMIERI en qualité d'Administrateur ;
10. Approbation du rapport sur les rémunérations des mandataires sociaux en application de l'article L. 22-10-34 I du Code de commerce ;
11. Approbation des éléments composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice 2022 à Monsieur Tim ALBERTSEN, Directeur Général, en application de l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce ;
12. Approbation des éléments composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice 2022 à Monsieur Gilles BELLEMERE, Directeur Général Délégué jusqu'au 31 décembre 2022, en application de l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce ;
13. Approbation des éléments composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice 2022 à Monsieur John SAFFRETT, Directeur Général Délégué, en application de l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce ;
14. Approbation de la politique de rémunération du Directeur Général et du Directeur Général Délégué en application de l'article L. 22-10-8 II du Code de Commerce ;
15. Approbation de la politique de rémunération du Président du Conseil d'administration et des Administrateurs de la Société en application de l'article L. 22-10-8 II du Code de Commerce ;
16. Autorisation de porter la part variable de la rémunération totale des personnes régulées visées à l'article L 511-71 du Code monétaire et financier au maximum au double de la rémunération fixe ;
17. Autorisation consentie au Conseil d'administration en vue d'opérer sur les actions de la Société dans la limite de 5 % du capital social ;
18. Autorisation donnée au Conseil d'administration de réduire le capital social par annulation d'actions précédemment rachetées dans le cadre des programmes de rachat d'actions ;
19. Autorisation consentie au Conseil d'administration, pour une durée de 38 mois, à l'effet de procéder à l'attribution gratuite d'actions de performance, existantes ou à émettre au profit des mandataires sociaux de la Société, des membres du personnel salarié ou de certaines catégories d'entre eux, dans la limite d'un nombre maximal de 3 400 000 actions, soit 0,41% du capital social, emportant de plein droit renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription ;
20. Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration pour augmenter le capital social par émission d'actions ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital de la Société ou donnant droit à l'attribution de titres de créances et émettre des valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre de la Société, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans la limite d'un montant nominal maximal de 600 millions d'euros, pour une durée de 26 mois ;
21. Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration pour augmenter le capital social par émission d'actions ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital de la Société ou donnant droit à l'attribution de titres de créances et émettre des valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et par offre au public autre que celles visées l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier, dans la limite d'un montant nominal maximal de 120 millions d'euros, pour une durée de 26 mois ;
22. Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration pour augmenter le capital social par émission d'actions ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital de la Société ou donnant droit à l'attribution de titres de créances et émettre des valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et par offre au public visées l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier, dans la limite d'un montant nominal maximal de 120 millions d'euros, pour une durée de 26 mois ;
23. Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration pour augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans la limite de 15% de l'émission initiale, pour une durée de 26 mois ;
24. Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration pour augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices, primes ou autres sommes dont la capitalisation serait admise dans la limite d'un montant nominal maximal de 600 millions d'euros, pour une durée de 26 mois ;
25. Délégation de pouvoirs consentie au Conseil d'administration pour augmenter le capital social par émission d'actions ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital de la Société ou

donnant droit à l'attribution de titres de créances et émettre des valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, dans la limite de 10% du capital social, en vue de rémunérer des apports en nature, pour une durée de 26 mois ;

26. Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet de procéder, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, à des opérations d'augmentation de capital ou de cession d'actions réservées aux adhérents d'un Plan d'épargne d'entreprise ou de Groupe, dans la limite de 0,3% du capital social, pour une durée de 26 mois ;
27. Pouvoirs pour formalités.

Projet de résolutions

PREMIERE RESOLUTION (Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2022)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2022, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2022 tels qu'ils lui sont présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

DEUXIEME RESOLUTION (Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2022)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2022, approuve les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2022 tels qu'ils lui ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports et constate que le résultat net comptable de l'exercice clos le 31 décembre 2022 s'élève à 293 832 896 euros.

En application de l'article 223 quater du Code général des impôts, elle approuve le montant global des dépenses et charges non déductibles fiscalement visées au 4 de l'article 39 dudit Code qui s'est élevé à 330 843 euros au cours de l'exercice écoulé ainsi que l'impôt théorique à raison de ces dépenses et charges, soit 78 628 euros.

TROISIEME RESOLUTION (Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2022 et distribution d'un dividende)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et sur proposition du Conseil d'administration :

1. Décide de doter la réserve légale d'un montant de 14 691 644,80 euros.
2. Constate que le solde net disponible de l'exercice s'établit donc à 293 832 896 euros et que ce montant, ajouté au « *Report à nouveau* », qui s'élevait à 562 255 302 euros en 2021, représente un total distribuable de 856 088 198 euros.
3. Décide de distribuer, à titre de dividende pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, une somme de 601 593 450 euros, calculée sur la base d'un capital de 565 745 096 actions au 31 décembre 2022 par prélèvement d'une somme de 601 593 450 euros sur le bénéfice distribuable de l'exercice.
4. Constate qu'aucune des 224 905 293 actions ordinaires et 26 310 029 actions à bons de souscription d'actions qui seraient émises au bénéfice de Lincoln Financing Holdings PTE. Limited dans le cadre de l'Assemblée Générale du 22 mai 2023 et qui lui seraient remises le même jour, n'ouvriraient droit au partage de la somme de 601 593 450 euros au titre de la distribution du dividende décidée au point 3.
5. Fixe en conséquence, le dividende par action à 1,06 euro.

Il est précisé qu'en cas de variation du nombre d'actions ouvrant droit à dividende par rapport aux 565 745 096 actions composant le capital social au 31 décembre 2022, le montant global du dividende sera ajusté en conséquence et le montant affecté au compte « *Report à nouveau* » sera déterminé sur la base des dividendes effectivement mis en paiement.

6. Décide que le montant des dividendes attachés aux éventuelles actions auto-détenues par la Société à la date de mise en paiement, qui ne donnent pas droit au dividende conformément à l'article L. 225-210 du Code de commerce, sera affecté au compte « *Report à nouveau* ».

7. Décide que le dividende sera détaché le 31/05/2023 et mis en paiement le 02/06/2023.

Pour un actionnaire personne physique résidant fiscalement en France, il est précisé que cette distribution de dividendes, d'un montant de 1,06 euro par action, est imposable à l'impôt sur le revenu au taux forfaitaire de 12,8 % mais peut être imposée, sur option globale prévue au 2 de l'article 200 A du Code général des impôts de l'actionnaire, au barème progressif de l'impôt sur le revenu ; dans ce dernier cas, le dividende est éligible à l'abattement de 40 % qui résulte de l'article 158-3-2° du Code général des impôts.

8. Constate qu'après ces affectations :

- la réserve légale qui s'élevait à 60 615 546 euros s'établit désormais à 75 307 190,80 euros ;
- le report à nouveau s'établit désormais à 254 494 748 euros. Il sera ajusté en fonction de l'évolution du nombre d'actions donnant droit à dividende : il sera majoré de la fraction du dividende correspondant aux actions éventuellement détenues par la Société au moment de la mise en paiement du dividende ;
- le montant de la prime d'émission, qui s'élevait à la clôture de l'exercice 2021 à 367 049 946,20 euros s'élève à la clôture de l'exercice 2022 à 1 327 940 303 euros.

9. Rappelle, conformément à la loi, que le dividende par action attribué au cours des trois exercices précédents était le suivant :

	2019	2020	2021
Dividende net distribué par action éligible à l'abattement de 40%	0,63 euros	0,63 euros	1,08 euro
Autres revenus distribués par action éligibles à l'abattement de 40%	0 euros	0 euros	0 euros
Montant total des revenus distribués ⁽¹⁾	254 585 293,20 euros	254 585 293,20 euros	436,431,931 euros

(1) Au titre des exercices 2019, 2020 et 2021 le nombre d'actions auto-détenues par la Société lors du détachement du dividende s'élevait respectivement à 935 555, 650 584 et 1 062 905. Les montants non-distribués afférents à ces actions (soit respectivement 685 742,40 euros pour 2019, 639 447,78 euros pour 2020 et 1 213 637 euros pour 2021) ont été affectés au compte « Report à nouveau ».

QUATRIEME RESOLUTION (Approbation du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions dites réglementées visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et des rapports des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce :

- Approuve ledit rapport spécial des Commissaires aux comptes et subséquemment ;
- Approuve le contrat de direction entre la Société et le groupe d'établissements financiers dirigés par Citigroup Global Markets Europe AG, J.P. Morgan SE et Société Générale relatif à l'augmentation de capital d'ALD réalisée le 20 décembre 2022 s'inscrivant dans le cadre du financement de l'acquisition de LeasePlan par ALD, autorisé préalablement par le Conseil d'administration du 27 novembre 2022, dont l'objet a été de fixer les modalités selon lesquelles les établissements bancaires ont pris en charge la coordination et la direction du placement de l'augmentation de capital, et plus généralement confirme l'intérêt de cette convention pour la Société.

CINQUIEME RESOLUTION (Renouvellement du mandat de Madame Diony LEBOT en qualité d'Administrateur)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, renouvelle pour une durée de 4 ans le mandat d'Administrateur de la Société de Madame Diony LEBOT.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice devant se clore le 31 décembre 2026.

SIXIEME RESOLUTION (Renouvellement du mandat de Madame Patricia LACOSTE en qualité d'Administrateur)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, renouvelle pour une durée de 4 ans le mandat d'Administrateur de la Société de Madame Patricia LACOSTE.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice devant se clore le 31 décembre 2026.

SEPTIEME RESOLUTION (Renouvellement du mandat de Monsieur Frédéric OUDEA en qualité d'Administrateur)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, renouvelle pour une durée de 3 ans le mandat d'Administrateur de la Société de Monsieur Frédéric OUDEA.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice devant se clore le 31 décembre 2025.

HUITIEME RESOLUTION (Renouvellement du mandat de Monsieur Tim ALBERTSEN en qualité d'Administrateur)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, renouvelle pour une durée de 4 ans le mandat d'Administrateur de la Société de Monsieur Tim ALBERTSEN.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice devant se clore le 31 décembre 2026.

NEUVIEME RESOLUTION (Nomination de Monsieur Pierre PALMIERI qualité d'Administrateur)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et compte-tenu de la prise d'effet de la démission de Monsieur Didier HAUGUEL de son mandat d'Administrateur au jour de la présente Assemblée Générale, nomme pour une durée de 4 ans le mandat d'Administrateur de la Société de Monsieur Pierre PALMIERI.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice devant se clore le 31 décembre 2026.

DIXIEME RESOLUTION (Approbation du rapport sur les rémunérations des mandataires sociaux en application de l'article L. 22-10-34 I du Code de Commerce)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, approuve en application de l'article L. 22-10-34 I du Code de commerce, le rapport sur les rémunérations des mandataires sociaux comprenant les informations mentionnées au I de l'article L. 22-10-9 telles que présentées dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise établi en application de l'article L. 225-37 du Code de Commerce et intégré dans le chapitre 3 du Document d'Enregistrement Universel 2022.

ONZIEME RESOLUTION (Approbation des éléments composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice 2022 à Monsieur Tim ALBERTSEN, Directeur Général, en application de l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, en application de l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce, approuve les éléments composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice 2022 ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Tim ALBERTSEN, Directeur Général, tels que présentés dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise établi en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce et intégré dans le chapitre 3 du Document d'Enregistrement Universel 2022.

DOUZIEME RESOLUTION (Approbation des éléments composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice 2022 à Monsieur Gilles BELLEMERE, Directeur Général Délégué jusqu'au 31 décembre 2022, en application de l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, en application de l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce, approuve les éléments composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice 2022 ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Gilles BELLEMERE, Directeur Général Délégué, tels que présentés dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise établi en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce et intégré dans le chapitre 3 du Document d'Enregistrement Universel 2022.

TREIZIEME RESOLUTION (Approbation des éléments composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice 2022 à Monsieur John SAFFRETT, Directeur Général Délégué, en application de l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, en application de l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce, approuve les éléments composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice 2022 ou attribués au titre du même exercice à Monsieur John SAFFRETT, Directeur Général Délégué, tels que présentés dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise établi en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce et intégré dans le chapitre 3 du Document d'Enregistrement Universel 2022.

QUATORZIEME RESOLUTION (Approbation de la politique de rémunération du Directeur Général et du Directeur Général Délégué en application de l'article L. 22-10-8 II du Code de Commerce)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, en application de l'article L. 22-10-8 II du Code de commerce, approuve la politique de rémunération du Directeur Général et du Directeur Général Délégué au titre de l'exercice devant se clore le 31 décembre 2023 et décrite dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise présenté par le Conseil d'administration en application de l'article L. 22-10-8 I du Code de commerce et intégré dans le chapitre 3 du Document d'Enregistrement Universel 2022.

QUINZIEME RESOLUTION (Approbation de la politique de rémunération du Président du Conseil d'administration et des Administrateurs de la Société en application de l'article L. 22-10-8 II du Code de Commerce)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, en application de l'article L. 22-10-8 II du Code de commerce, approuve la politique de rémunération du Président du Conseil d'administration et des Administrateurs de la Société au titre de l'exercice devant se clore le 31 décembre 2023 et décrite dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise présenté par le Conseil d'administration en application de l'article L. 22-10-8 I du Code de commerce et intégré dans le chapitre 3 du Document d'enregistrement Universel 2022.

SEIZIEME RESOLUTION (Autorisation de porter la part variable de la rémunération totale des personnes régulées visées à l'article L 511-71 du Code monétaire et financier au maximum au double de la rémunération fixe)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum des assemblées générales ordinaires et de majorité de l'article L 511-78 du Code monétaire et financier, connaissance prise du rapport du Conseil, décide que la part variable de la rémunération totale des personnes mentionnées à l'article L. 511-71 du Code monétaire et financier peut être portée au maximum au double du montant de la rémunération fixe, un taux d'actualisation pouvant être appliqué dans les termes de l'article L. 511-79 du Code monétaire et financier, et ce jusqu'à ce qu'il en soit décidé autrement.

Elle donne tous pouvoirs au Conseil, avec faculté de délégation, pour mettre en œuvre la présente autorisation.

DIX-SEPTIEME RESOLUTION (Autorisation consentie au Conseil d'administration en vue d'opérer sur les actions de la Société dans la limite de 5 % du capital social)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-62 et suivants du Code de commerce, du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers et du Règlement (UE) n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 :

1. Autorise le Conseil d'administration à acheter des actions de la Société dans la limite de 5 % du nombre total des actions composant le capital social à la date de réalisation de ces achats, soit à titre indicatif au 31 décembre 2022, 28 287 255 actions (et 40 848 021 actions post Assemblée Générale du 22 mai 2023), étant précisé que le nombre maximal d'actions détenues après ces achats ne pourra à aucun moment excéder 10% du capital social.
2. Fixe à 28,60 euros (hors frais) le prix maximal d'achat par action.
3. Décide que le montant maximal des fonds destinés au rachat des actions de la Société ne pourra dépasser 1 200 millions d'euros.
4. Décide que les actions de la Société pourront être achetées sur décision du Conseil d'administration en vue :
 - a. de les annuler, conformément à la 18^{ème} résolution de la présente Assemblée Générale Mixte.
 - b. d'attribuer, de couvrir et d'honorer tout plan d'attribution gratuite d'actions, d'épargne salariale et toute forme d'allocation au profit des salariés et des mandataires sociaux de la Société ou des sociétés qui lui sont liées dans les conditions et selon les modalités prévues ou permises par la loi française ou étrangère, notamment dans le cadre de la participation aux fruits de l'expansion de la Société, d'attributions gratuites d'actions, de tous plans d'actionnariat des salariés ainsi que de réaliser toute opération de couverture afférente aux plans d'actionnariat des salariés précités ;
 - c. de remettre des actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;
 - d. d'animer le marché de l'action de la Société dans le cadre d'un contrat de liquidité, conclu avec un prestataire de services d'investissement, conforme à la pratique de marché admise par l'Autorité des marchés financiers ;
 - e. de conserver et de remettre ultérieurement en paiement ou à l'échange des actions dans le cadre d'opérations de croissance externe du Groupe ;
 - f. de mettre en œuvre toute pratique de marché qui viendrait à être reconnue par la loi ou l'Autorité des marchés financiers.
5. Décide que les acquisitions, cessions, échanges ou transferts de ces actions pourront être réalisés, en une ou plusieurs fois, par tous moyens, sur le marché (réglementé ou non), sur un système multilatéral de négociation (MTF), *via* un internalisateur systématique ou de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs d'actions, dans les limites et selon les modalités définies par les lois et règlements en vigueur. La part du programme de rachat pouvant être effectuée par négociations de blocs pourra atteindre la totalité du programme.
6. Décide que ces opérations pourront être effectuées à tout moment, dans le respect de la réglementation en vigueur à la date des opérations considérées. Toutefois, en cas de dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société, le Conseil d'administration ne pourra, pendant la période d'offre, décider de mettre en œuvre la présente résolution sauf autorisation préalable par l'Assemblée Générale.
7. En cas d'augmentation de capital par incorporation de primes, de réserves et de bénéfices, donnant lieu soit à une élévation de la valeur nominale, soit à la création et à l'attribution gratuite d'actions, ainsi qu'en cas de division ou de regroupement d'actions ou de toute opération portant sur le capital social, le Conseil d'administration pourra ajuster le prix d'achat précité afin de tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action.
8. Confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation, pour mettre en œuvre la présente autorisation, et notamment à l'effet de passer tous ordres de bourse sur tous marchés ou procéder à toutes opérations hors marché, conclure tous accords en vue notamment de la tenue des registres d'achat ou de vente d'actions, affecter ou réaffecter les actions acquises aux différents objectifs dans les conditions légales et réglementaires en vigueur, établir tous documents, notamment le descriptif du programme de rachat d'actions, effectuer toutes formalités et déclarations auprès de l'Autorité des marchés financiers et de tous autres

organismes, procéder le cas échéant aux ajustements liés aux éventuelles opérations sur le capital de la Société et, d'une manière générale, faire tout le nécessaire pour l'application de la présente autorisation.

9. Fixe à 18 mois à compter de la présente Assemblée la durée de cette autorisation.

10. Décide que la présente autorisation prive d'effet toute autorisation antérieure ayant le même objet, et plus particulièrement la 13^{ème} résolution de l'Assemblée Générale mixte du 18 mai 2022 à hauteur du solde non utilisé.

11. Le Conseil d'administration devra informer l'Assemblée Générale des opérations réalisées dans le cadre de la présente autorisation.

DIX-HUITIEME RESOLUTION (Autorisation donnée au Conseil d'administration de réduire le capital social par annulation d'actions précédemment rachetées dans le cadre des programmes de rachat d'actions)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, dans le cadre des dispositions des articles L. 22-10-62 et suivants du Code de commerce, autorise le Conseil d'administration à :

- réduire le capital social par voie d'annulation, en une ou plusieurs fois, de tout ou partie des actions acquises par la Société dans le cadre de programmes de rachat de ses propres actions, et ce dans la limite de 10 % du capital social par périodes de vingt-quatre mois ;
- imputer la différence entre la valeur de rachat des actions annulées et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles.

L'Assemblée Générale donne, plus généralement, à cet effet tous pouvoirs au Conseil d'administration pour fixer les conditions et modalités de cette ou de ces réductions de capital, constater la réalisation de la ou des réductions du capital consécutives aux opérations d'annulations autorisées par la présente résolution, modifier, le cas échéant, les statuts de la Société en conséquence, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des marchés financiers ou tout autre organisme, remplir toutes formalités et plus généralement faire le nécessaire à la bonne fin de cette opération.

L'Assemblée Générale décide que la présente autorisation prive d'effet toute autorisation antérieure ayant le même objet et plus particulièrement la 19^{ème} résolution de l'Assemblée Générale mixte du 19 mai 2021.

La présente autorisation est consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée Générale.

DIX-NEUVIEME RESOLUTION (Autorisation consentie au Conseil d'administration, pour une durée de 38 mois, à l'effet de procéder à l'attribution gratuite d'actions de performance, existantes ou à émettre au profit des mandataires sociaux de la Société, des membres du personnel salarié ou de certaines catégories d'entre eux, dans la limite d'un nombre maximal de 3 400 000 actions, soit 0,41% du capital social, emportant de plein droit renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et conformément aux articles L.225-197-1 et suivants et aux articles L. 22-10-59 II et III et L.22-10-60 du Code de commerce :

1. Autorise le Conseil d'administration à procéder à des attributions gratuites d'actions de la Société, existantes ou à émettre, en une ou plusieurs fois, au profit des mandataires sociaux de la Société dans les conditions prévues à l'article L. 22-10-60 du Code de commerce pour le président du conseil d'administration, le directeur général et les directeurs généraux délégués, des membres du personnel salarié ou de certaines catégories d'entre eux, tant de la Société que des sociétés ou groupements d'intérêt économique qui lui sont liés directement ou indirectement dans les conditions de l'article L.225-197-2 du Code de commerce.
2. Décide que le nombre total d'actions attribuées gratuitement en vertu de cette résolution ne pourra excéder 3 400 000 actions, soit 0,41% du capital social de la Société, étant précisé que ce plafond est fixé compte non tenu du nombre d'actions à émettre, le cas échéant, au titre des ajustements effectués pour préserver les droits éventuels des bénéficiaires des attributions gratuites d'actions. Au sein de ce plafond, les attributions au profit des dirigeants mandataires sociaux de la Société ne pourraient pas représenter plus de 0,10 % du capital social.

3. Décide que le Conseil d'administration déterminera l'identité des bénéficiaires des attributions, les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions, étant précisé que toute attribution pourra être soumise à des conditions de performance déterminées par le Conseil d'administration selon les modalités présentées dans le rapport du Conseil d'administration.
4. Décide que l'attribution des actions à leurs bénéficiaires sera définitive au terme d'une période d'acquisition dont la durée sera fixée par le Conseil d'administration sans pouvoir être inférieure à 3 ans à compter de la décision d'attribution par le Conseil d'administration ou, par exception, à 2 ans assortie d'une période de conservation minimale de 6 mois pour les actions attribuées aux personnes régulées visées à l'article L.511-71 du Code monétaire et financier ou assimilées et aux dirigeants mandataires sociaux de la Société, en paiement de la partie des rémunérations variables qui est différée à 2 ans conformément à la directive CRD V, ainsi qu'aux personnes assimilées.
5. Décide par ailleurs que les actions seraient définitivement acquises et immédiatement cessibles si le bénéficiaire venait à être frappé par l'un des cas d'invalidité prévus à l'article L.225-197-1 du Code de commerce pendant la période d'acquisition.
6. Autorise le Conseil d'administration à procéder, le cas échéant, pendant la période d'acquisition, aux ajustements du nombre d'actions attribuées liés aux éventuelles opérations sur le capital de la Société de manière à préserver les droits des bénéficiaires, les actions attribuées en application de ces ajustements étant réputées attribuées le même jour que les actions initialement attribuées.
7. Prend acte qu'en cas d'attribution gratuite d'actions à émettre, la présente autorisation emporte au profit des bénéficiaires desdites actions renonciation des actionnaires à leurs droits sur les réserves, bénéfiques ou primes d'émission à hauteur des sommes qui seront incorporées, à l'issue de la période d'acquisition, aux fins de réaliser l'augmentation de capital.
8. Donne tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les limites légales, pour mettre en œuvre la présente autorisation, accomplir tous actes et formalités, réaliser et constater l'augmentation ou les augmentations de capital réalisées en exécution de la présente autorisation, modifier les statuts en conséquence et, plus généralement, faire tout ce qui sera nécessaire.
9. Fixe à 38 mois à compter de ce jour la durée de la présente autorisation. Elle met fin à la vingtième résolution votée par l'Assemblée Générale Mixte du 19 mai 2021 à hauteur du solde non-utilisé.

VINGTIEME RESOLUTION (Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration pour augmenter le capital social par émission d'actions ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital de la Société ou donnant droit à l'attribution de titres de créances et émettre des valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre de la Société, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans la limite d'un montant nominal maximal de 600 millions d'euros, pour une durée de 26 mois)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes :

- Délègue au Conseil d'administration, en application notamment des dispositions des articles L. 225-129 à L. 225-129-2, L. 225-129-5 à L. 225-129-6, L. 22-10-49, L. 22-10-51, L. 228-91 et L. 228-92 du Code de commerce, sa compétence pour décider, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions ordinaires et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances et/ou de toutes autres valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital de la Société à émettre ; lesdites actions conférant les mêmes droits que les actions anciennes sous réserve de leur date de jouissance ; étant précisé que la souscription des actions, titres de capital et autres valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles ; étant précisé que le Conseil d'administration pourra déléguer au Directeur Général, ou en accord avec ce dernier, à un ou plusieurs Directeurs Généraux Délégués, dans les conditions permises par la loi, tous les pouvoirs nécessaires pour décider l'augmentation de capital.

- Décide qu'est expressément exclue toute émission d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès à des actions de préférence.
- Décide que le montant nominal maximal des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la présente délégation ne pourra excéder un montant nominal de 600 millions d'euros, montant auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables ainsi que, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement.

Décide en outre que le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de créances de la Société susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation ne pourra excéder un montant de 2 milliards d'euros ou la contre-valeur de ce montant en cas d'émission en monnaie étrangère ou en unité de compte fixée par référence à plusieurs monnaies ;

- Décide que les actionnaires pourront exercer, dans les conditions prévues par la loi, leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital et autres valeurs mobilières émis en vertu de la présente délégation.
- Décide que si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions, titres de capital ou autres valeurs mobilières, le Conseil d'administration pourra utiliser, dans l'ordre qu'il déterminera, l'une et/ou l'autre des facultés ci-après mentionnées à l'article L. 225-134 du Code de commerce :
 - limiter l'émission au montant des souscriptions, à la condition que celui-ci atteigne les trois-quarts au moins de l'émission décidée,
 - répartir librement tout ou partie des titres non souscrits entre les personnes de son choix ;
 - offrir au public tout ou partie des titres non souscrits.
- Constate que la délégation susvisée emporte de plein droit au profit des porteurs de valeurs mobilières susceptibles d'être émises et donnant accès au capital de la Société, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit.
- Décide que la somme revenant, ou devant revenir, à la Société pour chacune des actions émises ou à émettre dans le cadre de la délégation susvisée sera au moins égale à la valeur nominale de l'action à la date d'émission desdites valeurs mobilières.
- Décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable de l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre.
- Décide que la présente délégation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet et plus particulièrement la 14ème résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 18 mai 2022 pour sa partie non-utilisée.

La présente délégation est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée.

VINGT-ET-UNIEME RESOLUTION (Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration pour augmenter le capital social par émission d'actions ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital de la Société ou donnant droit à l'attribution de titres de créances et émettre des valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et par offre au public autre que celles visées l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier, dans la limite d'un montant nominal maximal de 120 millions d'euros, pour une durée de 26 mois)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes:

Délègue au Conseil d'administration, en application notamment des dispositions des articles L. 225-129 à L. 225-129-2, L. 225-129-5 à L. 225-129-6, L. 22-10-49, L. 22-10-51, L. 22-10-52, L. 225-135, L. 225-136, L. 228-91 à L. 228-94 du Code de commerce, sa compétence pour décider l'émission, par offre au public autre que celles visées à l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger :

- d'actions et / ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances de la Société et/ou de toutes autres valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital de la Société à émettre ;
- d'actions et / ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances de la Société et/ou de toutes autres valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital de la Société à émettre à la suite de l'émission par les sociétés dont la Société détient directement ou indirectement plus de la moitié du capital de tous titres de capital ou toutes valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital de la Société à émettre ;
- d'actions et / ou de titres de capital et/ou de valeurs mobilières par la Société donnant accès à des titres de capital à émettre d'une société dont elle détient directement ou indirectement plus de la moitié du capital ;
- par la Société de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital existants ou donnant droit à l'attribution de titres de créances d'une autre société dont la Société ne possède pas directement ou indirectement plus de la moitié du capital.

Lesdites actions conférant les mêmes droits que les actions anciennes sous réserve de leur date de jouissance ; étant précisé que la souscription des actions, titres de capital et autres valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles. Le Conseil d'administration pourra déléguer au Directeur Général ou en accord avec ce dernier, à un ou plusieurs Directeurs Généraux Délégués, dans les conditions permises par la loi, tous les pouvoirs nécessaires pour décider l'augmentation de capital.

La présente décision emporte de plein droit, au profit des titulaires de valeurs mobilières susceptibles d'être émises par les filiales, renonciation des actionnaires de la Société à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquels ces valeurs donnent droit.

- Décide qu'est expressément exclue toute émission d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès à des actions de préférence.
- Décide que le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la présente délégation, ne pourra excéder un montant de 120 millions d'euros, étant précisé que ce montant s'imputera sur le plafond nominal global d'augmentation de capital de 600 millions d'euros fixé par la 20^{ème} résolution de la présente Assemblée Générale et que ce montant ne tient pas compte des actions supplémentaires à émettre pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables ainsi que, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement.
- Décide en outre que le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de créances susceptibles d'être émises en vertu de la délégation susvisée ne pourra excéder un montant de 2 milliards d'euros ou à la contre-valeur de ce montant en cas d'émission en monnaie étrangère ou en unité de compte fixée par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que ce montant s'imputera sur le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de créances pouvant être émises en vertu de la 20^{ème} résolution de la présente Assemblée Générale.
- Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions, titres de capital et autres valeurs mobilières à émettre, étant entendu que le Conseil d'administration pourra conférer aux actionnaires une faculté de souscription par priorité sur tout ou partie de l'émission, pendant le délai et selon les conditions qu'il fixera conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-51 du Code de commerce.
- Décide que si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions, titres de capital ou autres valeurs mobilières, le Conseil d'administration pourra utiliser, dans l'ordre qu'il déterminera, l'une et/ou l'autre des facultés ci-après mentionnées à l'article L. 225-134 du Code de commerce :
 - limiter l'émission au montant des souscriptions, à la condition que celui-ci atteigne les trois-quarts au moins de l'émission décidée ;
 - répartir librement tout ou partie des titres non souscrits entre les personnes de son choix ;
 - offrir au public tout ou partie des titres non souscrits.

- Constate que la présente délégation emporte de plein droit, au profit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit.
- Décide que la somme revenant, ou devant revenir, à la Société pour chacune des actions émises ou à émettre dans le cadre de la délégation susvisée sera au moins égale à la valeur minimale fixée par les dispositions légales et réglementaires applicables au moment où il est fait usage de la présente délégation, soit actuellement à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse précédant le début de l'offre au public au sens du règlement (UE) n° 2017/1129 du 14 juin 2017, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 10%, après correction, s'il y a lieu, de ce montant pour tenir compte de la différence de date de jouissance.
- Décide toutefois, par dérogation au paragraphe précédent, dans la limite de 10% du capital social par an, d'autoriser le Conseil d'administration à fixer le prix des titres à émettre dans le cadre de la présente délégation selon les pratiques de marché, sans toutefois que la somme revenant ou devant revenir à la Société pour chacune des actions émises ou à émettre dans le cadre de la présente délégation puisse être inférieure à la moyenne pondérée des cours de l'action des trois dernières séances de bourse précédant la fixation du prix des titres à émettre, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 15% et après, le cas échéant, correction de ce montant pour tenir compte de la différence de date de jouissance.
- Décide que la présente délégation pourra être utilisée à l'effet de rémunérer des titres apportés à une offre publique d'échange initiée par la Société, dans les limites et sous les conditions prévues par l'article L. 22-10-54 du Code de commerce.
- Décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable de l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre.
- Décide que la présente délégation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet et plus particulièrement la 22^{ème} résolution de l'Assemblée générale mixte du 19 mai 2021.

La présente délégation est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée.

VINGT-DEUXIEME RESOLUTION (Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration pour augmenter le capital social par émission d'actions ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital de la Société ou donnant droit à l'attribution de titres de créances et émettre des valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et par offre au public visées l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier, dans la limite d'un montant nominal maximal de 120 millions d'euros, pour une durée de 26 mois)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes :

Délègue au Conseil d'administration, en application notamment des dispositions des articles L. 225-129 à L. 225-129-2, L. 225-129-5 à L. 225-129-6, L. 22-10-49, L. 22-10-51, L. 22-10-52, L. 225-135, L. 225-136, L. 228-91 à L. 228-94 du Code de commerce, sa compétence pour décider l'émission, par une offre au public visée à l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger :

- d'actions et / ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances de la Société et/ou de toutes autres valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital de la Société à émettre ;
- d'actions et / ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances de la Société et/ou de toutes autres valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital de la Société à émettre à la suite de l'émission par les sociétés dont la Société détient directement ou indirectement plus de la moitié du capital de tous titres de capital ou toutes valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital de la Société à émettre ;
- d'actions et / ou de titres de capital et/ou de valeurs mobilières par la Société donnant accès à des titres de capital à émettre d'une société dont elle détient directement ou indirectement plus de la moitié du capital ;

- par la Société de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital existants ou donnant droit à l'attribution de titres de créances d'une autre société dont la Société ne possède pas directement ou indirectement plus de la moitié du capital.

Lesdites actions conférant les mêmes droits que les actions anciennes sous réserve de leur date de jouissance ; étant précisé que la souscription des actions, titres de capital et autres valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital, pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles. Le Conseil d'administration pourra déléguer au Directeur Général ou en accord avec ce dernier, à un ou plusieurs Directeurs Généraux Délégués, dans les conditions permises par la loi, tous les pouvoirs nécessaires pour décider l'augmentation de capital.

La présente décision emporte de plein droit, au profit des titulaires de valeurs mobilières susceptibles d'être émises par les filiales, renonciation des actionnaires de la Société à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquels ces valeurs donnent droit.

- Décide qu'est expressément exclue toute émission d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès à des actions de préférence.
- Décide que le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la présente délégation, ne pourra excéder un montant de 120 millions d'euros, étant précisé que ce montant s'imputera sur le plafond nominal d'augmentation de capital de 120 millions d'euros fixé par la 21^{ème} résolution de la présente Assemblée Générale et sur le plafond nominal global d'augmentation de capital de 600 millions d'euros fixé par la 20^{ème} résolution de la présente Assemblée Générale et que ce montant ne tient pas compte des actions supplémentaires à émettre pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables ainsi que, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement.
- Décide en outre que le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de créances susceptibles d'être émises en vertu de la délégation susvisée ne pourra excéder un montant de 2 milliards d'euros ou à la contre-valeur de ce montant en cas d'émission en monnaie étrangère ou en unité de compte fixée par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que ce montant s'imputera sur le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de créances pouvant être émises en vertu de la 20^{ème} résolution de la présente Assemblée Générale.
- Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions, titres de capital et autres valeurs mobilières à émettre, étant entendu que le Conseil d'administration pourra conférer aux actionnaires une faculté de souscription par priorité sur tout ou partie de l'émission, pendant le délai et selon les conditions qu'il fixera conformément aux dispositions de l'article L. L. 22-10-51 du Code de commerce.
- Décide que si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions, titres de capital ou autres valeurs mobilières, le Conseil d'administration pourra utiliser, dans l'ordre qu'il déterminera, l'une et/ou l'autre des facultés ci-après mentionnées à l'article L. 225-134 du Code de commerce :
 - limiter l'émission au montant des souscriptions, à la condition que celui-ci atteigne les trois-quarts au moins de l'émission décidée ;
 - répartir librement tout ou partie des titres non souscrits entre les personnes de son choix ;
 - offrir au public tout ou partie des titres non souscrits.
- Constate que la présente délégation emporte de plein droit, au profit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit.
- Décide que la somme revenant, ou devant revenir, à la Société pour chacune des actions émises ou à émettre dans le cadre de la délégation susvisée sera au moins égale à la valeur minimale fixée par les dispositions légales et réglementaires applicables au moment où il est fait usage de la présente délégation, soit actuellement à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse précédant le début de l'offre au public au sens du règlement (UE) n° 2017/1129 du 14 juin 2017, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 10%, après correction, s'il y a lieu, de ce montant pour tenir compte de la différence de date de jouissance.

- Décide toutefois, par dérogation au paragraphe précédent, dans la limite de 10% du capital social par an et en tenant compte des titres à émettre en vertu du sous-plafond de 10% fixé dans la 21^{ème} résolution de la présente Assemblée, d'autoriser le Conseil d'administration à fixer le prix des titres à émettre dans le cadre de la présente délégation selon les pratiques de marché, sans toutefois que la somme revenant ou devant revenir à la Société pour chacune des actions émises ou à émettre dans le cadre de la présente délégation puisse être inférieure à la moyenne pondérée des cours de l'action des trois dernières séances de bourse précédant la fixation du prix des titres à émettre, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 15% et après, le cas échéant, correction de ce montant pour tenir compte de la différence de date de jouissance.
- Décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable de l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre.
- Décide que la présente délégation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet et plus particulièrement la 23^{ème} résolution de l'Assemblée générale mixte du 19 mai 2021.

La présente délégation est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée.

VINGT-TROISIEME RESOLUTION (Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration pour augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans la limite de 15% de l'émission initiale, pour une durée de 26 mois)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration :

Délègue au Conseil d'administration conformément aux dispositions de l'article L. 225-135-1 du Code de commerce, sa compétence à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre pour chacune des émissions avec ou sans droit préférentiel de souscription des actionnaires décidées en vertu des 20^{ème} à 22^{ème} résolutions de la présente Assemblée Générale, dans les 30 jours de la clôture de la souscription, dans la limite de 15% de l'émission initiale et au même prix que celui retenu pour l'émission initiale.

Décide que le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation s'imputera sur le plafond nominal d'augmentation de capital fixé par chacune des résolutions au titre de laquelle l'émission initiale a été décidée, soit 600 millions d'euros pour la 20^{ème} résolution de la présente Assemblée Générale et 120 millions d'euros pour les 21^{ème} et 22^{ème} résolutions de la présente Assemblée Générale.

Le Conseil d'administration pourra déléguer au Directeur Général ou en accord avec ce dernier, à un ou plusieurs Directeurs Généraux Délégués, dans les conditions permises par la loi, tous les pouvoirs nécessaires pour décider de l'augmentation de capital.

Décide que la présente délégation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet et plus particulièrement la 24^{ème} résolution de l'Assemblée générale mixte du 19 mai 2021.

La présente délégation est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée.

VINGT-QUATRIEME RESOLUTION (Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration pour augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfiques, primes ou autres sommes dont la capitalisation serait admise dans la limite d'un montant nominal maximal de 600 millions d'euros, pour une durée de 26 mois)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration :

Délègue au Conseil d'administration, en application notamment des dispositions des articles L. 225-130 et L.22-10-50 du Code de commerce, sa compétence pour décider d'augmenter, en une ou plusieurs fois, le capital social par incorporation au capital de tout ou partie des réserves, bénéfiques, primes ou autres sommes dont la capitalisation serait admise, par émission et attribution gratuite d'actions nouvelles ou par élévation du nominal des actions ou par l'emploi conjoint de ces deux procédés.

Décide que le montant nominal maximal des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra excéder un montant de 600 millions d'euros, montant auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables ainsi que, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement.

Décide que le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation s'imputera sur le plafond nominal maximal d'augmentation de capital de 600 millions d'euros fixé par la 20^{ème} résolution de la présente Assemblée Générale.

Décide que les droits formant rompus ne seront ni négociables ni cessibles et que les actions correspondantes seront vendues. Les sommes provenant de la vente seront allouées aux titulaires des droits au plus tard 30 jours après la date d'inscription à leur compte du nombre entier d'actions attribuées.

Le Conseil d'administration pourra déléguer au Directeur Général ou en accord avec ce dernier, à un ou plusieurs Directeurs Généraux Délégués, dans les conditions permises par la loi, tous les pouvoirs nécessaires pour décider l'augmentation de capital.

Décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable de l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre.

Décide que la présente délégation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet et plus particulièrement la 25^{ème} résolution de l'Assemblée générale mixte du 19 mai 2021.

La présente délégation est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée.

VINGT-CINQUIEME RESOLUTION (délégation de pouvoirs consentie au conseil d'administration pour augmenter le capital social par émission d'actions ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital de la société ou donnant droit à l'attribution de titres de créances et émettre des valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, dans la limite de 10% du capital social, en vue de rémunérer des apports en nature, pour une durée de 26 mois)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes:

- Délégue au Conseil d'administration, en application notamment des dispositions des articles L. 225-147 et L. 22-10-53 du Code de commerce, les pouvoirs nécessaires pour augmenter le capital social, par émission d'actions et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre de la Société dans la limite de 10% du capital social, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, lorsque les dispositions de l'article L. 22-10-54 du Code de commerce ne sont pas applicables.

Décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente délégation, notamment à l'effet de

- statuer sur le rapport du ou des Commissaires aux apports ;
 - arrêter toutes les modalités et conditions des opérations autorisées et notamment évaluer les apports ainsi que l'octroi, le cas échéant, d'avantages particuliers,
 - fixer le nombre et les caractéristiques des titres à émettre en rémunération des apports ainsi que la date de jouissance des titres à émettre,
 - procéder le cas échéant, à toute imputation sur la ou les primes d'apport, et notamment celles des frais entraînés par la réalisation des émissions,
 - constater la réalisation de l'augmentation de capital et modifier les statuts en conséquence, et
 - prendre plus généralement toutes les dispositions utiles et conclure tous accords, procéder à toutes formalités requises notamment pour l'admission aux négociations des actions émises sur Euronext Paris et procéder à toutes formalités de publicité requises.
- Prend acte en tant que de besoin, que la présente délégation emporte renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation pourront donner droit.
 - Décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable de l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre.

Décide que la présente délégation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet et plus particulièrement la 26^{ème} résolution de l'Assemblée générale mixte du 19 mai 2021.

La présente délégation est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée.

VINGT-SIXIEME RESOLUTION (Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet de procéder, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, à des opérations d'augmentation de capital ou de cession d'actions réservées aux adhérents d'un Plan d'épargne d'entreprise ou de Groupe, dans la limite de 0,3% du capital social, pour une durée de 26 mois)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes, dans le cadre notamment des dispositions des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail et conformément notamment aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-129-6 et L. 225-138-1 du Code de commerce :

- Délègue au Conseil d'administration sa compétence pour décider l'augmentation de capital social, en une ou plusieurs fois, par l'émission d'actions de la Société ainsi que d'autres titres de capital donnant accès au capital de la Société réservée aux salariés, mandataires sociaux éligibles et retraités de la Société et des sociétés qui lui sont liées au sens des dispositions de l'article L. 225-180 du Code de commerce et L. 3344-1 du Code du travail, adhérents de plans d'épargne d'entreprise ou de groupe.
- Décide que le montant nominal total des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra excéder 0,3% du capital social de la Société, étant précisé que ce montant s'imputera sur le plafond nominal global d'augmentation de capital de 600 millions d'euros fixé par la 20^{ème} résolution de la présente Assemblée Générale et que ce montant ne tient pas compte des actions supplémentaires à éventuellement émettre pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital de la Société, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables ainsi que, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement.
- Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions nouvelles à émettre ou aux autres titres donnant accès au capital et aux titres auxquels donneraient droit ces titres en faveur des adhérents de plans d'épargne d'entreprise ou de groupe tels que définis ci-dessus.
- Décide que le prix de souscription ne pourra être ni supérieur à une moyenne des cours cotés de l'action sur le marché d'Euronext Paris lors des vingt séances de bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture de la souscription, ni inférieur de plus de 20% à cette moyenne. Toutefois, l'Assemblée Générale autorise expressément le Conseil d'administration, s'il le juge opportun, à réduire ou supprimer la décote susmentionnée afin de tenir compte, notamment, des régimes juridiques, comptables, fiscaux et sociaux applicables localement. Le Conseil d'administration pourra également convertir tout ou partie de la décote en une attribution gratuite d'actions ou d'autres titres donnant accès au capital de la Société, existants ou à émettre.
- Décide que le Conseil d'administration pourra procéder, dans les limites fixées par l'article L. 3332-21 du Code du travail, à l'attribution gratuite d'actions ou d'autres titres donnant accès au capital de la Société, existants ou à émettre, au titre de l'abondement.
- Décide que ces opérations réservées aux adhérents desdits plans pourront, au lieu d'intervenir par voie d'augmentation de capital, être réalisées par voie de cession d'actions dans les conditions de l'article L. 3332-24 du Code du travail.

Le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de délégation au Directeur Général ou en accord avec ce dernier, à un ou plusieurs Directeurs Généraux Délégués, dans les conditions autorisées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation dans les limites et sous les conditions précisées ci-dessus.

Décide que la présente délégation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet et plus particulièrement la 27^{ème} résolution de l'Assemblée générale mixte du 19 mai 2021.

La présente délégation est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée Générale.

VINGT-SEPTIEME RESOLUTION (Pouvoirs pour formalités)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée pour faire tous dépôts, formalités et publications relatifs aux résolutions qui précèdent.

Modalités de participation à l'Assemblée Générale

1. Modalités d'exercice de la faculté d'inscription à l'ordre du jour ou projets de résolution

En application des articles L. 225-105, L. 22-10-44, R. 225-71, R. 225-73 et R. 22-10-22 du Code de commerce, un ou plusieurs actionnaires constitués en association selon les dispositions de l'article L. 225-120 du Code susvisé pourront requérir l'inscription de points ou de projets de résolutions à l'ordre du jour de cette Assemblée.

Les demandes d'inscription de points ou de projets de résolutions doivent être adressées au siège social de la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à compter de la publication du présent avis étant précisé que la date limite de réception des demandes d'inscription est fixée au 25^{ème} jour précédant la date de l'Assemblée soit le samedi 29 avril 2023. Il sera accusé réception de ces demandes par le président du Conseil d'administration par lettre recommandée dans un délai de 5 jours à compter de leur réception.

Si les conditions susvisées étaient remplies, les demandes des actionnaires seraient inscrites à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale et feraient l'objet d'un avis rectificatif.

Ces demandes doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte qui justifie de la détention ou de la représentation par les auteurs de la demande de la fraction du capital exigée par l'article R. 225-71 susvisé. La demande d'inscription de projets de résolution devra en outre être accompagnée du texte des projets de résolution assorti le cas échéant d'un bref exposé des motifs. La demande d'inscription d'un point à l'ordre du jour devra en tout état de cause être motivée et contenir les informations légalement requises si l'objet de la demande consiste en la présentation d'un candidat au Conseil d'administration.

L'examen par l'Assemblée Générale des points et projets de résolutions déposés par les actionnaires dans les conditions légales et réglementaires est subordonné à la transmission par les auteurs de la demande d'une nouvelle attestation justifiant de l'inscription en compte des titres dans les mêmes conditions au 2^{ème} jour ouvré précédant l'Assemblée soit le lundi 22 mai 2023 à zéro heure, heure de Paris.

2. Modalités d'exercice de la faculté de poser des questions écrites

Conformément aux articles L. 225-108 et R. 225-84 du Code de commerce, tout actionnaire, à compter de la mise à sa disposition des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement informé sur la gestion et la marche des affaires de la Société, dispose de la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le Conseil d'administration est tenu de répondre au cours de l'Assemblée. Ces questions écrites sont envoyées au siège social, à l'attention du Président du Conseil d'administration, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au plus tard le 4^{ème} jour ouvré précédant la date de l'Assemblée Générale, soit le mercredi 17 mai 2023.

Les questions sont accompagnées d'une attestation d'inscription soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire mentionné à l'article L. 211-3 du Code monétaire et financier. Conformément à la législation en vigueur, une réponse commune pourra être apportée à ces questions dès lors qu'elles présenteront le même contenu. En outre, une réponse sera réputée avoir été donnée dès lors qu'elle figurerait sur le site internet de la Société dans une rubrique consacrée à cet effet. Enfin, il est précisé, concernant les questions qu'il serait susceptible de recevoir, que le Conseil d'administration pourra déléguer à l'un de ses membres ou à un membre de la direction générale le soin d'y répondre.

3. Conditions et modalités de participation à l'Assemblée Générale

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit de participer/voter à l'Assemblée Générale.

Tous les jours et heures indiqués ci-après sont les jours et heures de Paris (France).

Conformément à l'article R. 22-10-28 du Code de commerce, pour participer/voter à l'Assemblée, les actionnaires devront justifier de leur qualité, au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée, c'est-à-dire le lundi 22 mai 2023, matin, à zéro heure (ci-après, « J-2 »), par l'inscription en compte des titres, soit à leur nom, soit au nom de l'intermédiaire inscrit visé à l'article L. 228-1 du Code de commerce.

- **Pour les actionnaires au nominatif**, cette inscription en compte à J-2 dans les comptes de titres nominatifs est suffisante pour leur permettre de participer à l'Assemblée.
- **Pour les actionnaires au porteur**, ce sont les intermédiaires habilités teneurs des comptes de titres au porteur (ci-après, les « Teneurs de Comptes Titres » mentionnés à l'article L. 211-3 du code monétaire et

financier) qui, soit lors de la transmission du formulaire unique de vote à distance ou de procuration (ci-après, le « Formulaire Unique »), soit lors de l'utilisation du site de vote par Internet, justifient directement auprès du centralisateur de l'Assemblée de la qualité d'actionnaire de leurs clients.

L'actionnaire dispose par ailleurs de plusieurs possibilités pour participer à distance à l'Assemblée Générale en :

- donnant pouvoir au Président de l'Assemblée, à son conjoint ou partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité, ou à toute autre personne physique ou morale de son choix dans les conditions prescrites aux articles L. 225-106 et L. 22-10- 39, ou encore à donner pouvoir sans indication de mandataire ; ou
- votant à distance (par correspondance ou par Internet).

Conformément à l'article R. 22-10-28 du Code de commerce, il est précisé qu'une fois qu'il a voté à distance ou envoyé un pouvoir, un actionnaire ne peut plus choisir un autre mode de participation mais peut céder tout ou partie de ses actions. Le nombre d'actions pris en compte pour le vote sera le nombre d'actions inscrit au compte de l'actionnaire le lundi 22 mai 2023 à zéro heure.

Ces modes de participation à distance sont précisés ci-dessous :

Désignation – Révocation d'un mandataire (procuration)

L'actionnaire ayant choisi de se faire représenter par un mandataire de son choix, peut notifier cette désignation ou la révoquer :

- **par envoi postal**, par les actionnaires à leur Teneur de Compte Titres, du Formulaire Unique dûment rempli et signé qui, pour être pris en compte, doit être reçu par Société Générale , Services des Assemblées – CS 44308, Nantes Cedex 3 au plus tard le dimanche 21 mai 2023 ;
- **par voie électronique**, en se connectant, pour les actionnaires au nominatif au site Internet www.sharinbox.societegenerale.com ou, pour les actionnaires au porteur, au portail Internet de leur Teneur de Compte Titres pour accéder au site Internet Votaccess, selon les procédures qui lui seront indiquées. Le mandat envoyé par voie électronique devra au plus tard parvenir à 15 heures la veille de la réunion de l'Assemblée Générale soit le mardi 23 mai 2023 à 15 heures.

En application de ce qui précède, les mandats ne seront pas acceptés le jour de l'Assemblée.

Il est précisé que, conformément à l'article L 225-106 du Code de commerce, pour toute procuration sans indication de mandataire, le Président de l'Assemblée émettra un vote favorable à l'adoption des projets de résolution présentés ou agréés par le Conseil d'Administration, et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolution. Pour émettre tout autre vote, l'actionnaire devra faire choix d'un mandataire qui accepte de voter dans le sens indiqué par le mandant.

Vote par correspondance à l'aide du Formulaire Unique

L'actionnaire au nominatif recevra le Formulaire Unique par courrier postal sauf s'il a accepté une réception par voie électronique.

L'actionnaire au porteur adressera sa demande de Formulaire Unique à son Teneur de Compte Titres qui, une fois que l'actionnaire aura complété et signé ledit formulaire, se chargera de le transmettre, accompagné d'une attestation de participation, au centralisateur de l'Assemblée.

Toute demande de Formulaire Unique devra être reçue, conformément aux dispositions de l'article R. 225-75 du Code de commerce, au plus tard six jours avant l'Assemblée, soit le mercredi 17 mai 2023.

Dans tous les cas, le Formulaire Unique dûment rempli et signé, accompagné de l'attestation de participation pour les actionnaires au porteur, devra, conformément à l'article R. 225-77 du Code de commerce, parvenir au plus tard deux jours calendaires avant la date de l'Assemblée, soit le dimanche 21 mai 2023, à l'adresse indiquée ci-dessous :

Société Générale (Service Assemblée, CS 30812, 44 308 Nantes Cedex 3).

Il est précisé qu'aucun Formulaire Unique reçu par Société Générale après cette date ne sera pris en compte.

Vote par Internet

L'actionnaire au nominatif se connectera au site Internet www.sharinbox.societegenerale.com en utilisant son adresse mail de connexion (s'il a activé son compte *Sharinbox* by SG Markets) ou son code d'accès Sharinbox rappelé sur le Formulaire Unique ou dans le courrier électronique qui lui a été adressé.

L'actionnaire au porteur se connectera, avec ses identifiants habituels, au portail Internet de son Teneur de Compte Titres pour accéder au site Internet Votaccess et suivra la procédure indiquée à l'écran.

Le vote par Internet sera ouvert du lundi 8 mai 2023 à 9 heures au mardi 23 mai 2023 à 15 heures. Afin d'éviter toute saturation éventuelle, il est recommandé aux actionnaires de ne pas attendre la date ultime pour se connecter

4. Droit de communication des actionnaires

Conformément aux articles L. 225-108 et R. 22-10-23 du Code de commerce, le présent avis de réunion valant avis de convocation, les formulaires de vote par correspondance et de vote par procuration, le texte des projets de résolutions, la déclaration du nombre total de droits de vote existant et le nombre d'actions composant le capital de la Société à date ainsi que les documents destinés à être présentés à l'Assemblée seront publiés au moins 21 jours avant la date de l'Assemblée, soit le mercredi 3 mai 2023, sur le site internet de la Société, à l'adresse : <http://www.aldautomotive.com> dans une rubrique consacrée à l'Assemblée.

Tous les documents dont les actionnaires peuvent obtenir communication en application des articles L. 225-115 du Code de commerce ainsi que ceux devant être tenus à la disposition de ces derniers conformément aux articles R. 225-83 et R. 22-10-23 du Code de commerce, peuvent également être consultés au siège social ainsi sur le site internet de la Société <http://www.aldautomotive.com> dans les délais prévus par la réglementation en vigueur.

5. Justification du droit de participer à l'Assemblée Générale/ Qualité d'actionnaire

Conformément aux dispositions de l'article R. 22-10-28 du Code de commerce, il est justifié du droit de participer à l'assemblée par l'inscription en compte des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte en application du septième alinéa de l'article L. 228-1, le deuxième jour ouvré précédant l'assemblée, c'est-à-dire au lundi 22 mai 2023 à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par le mandataire de la Société – Société Générale Securities Services, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire habilité mentionné à l'article L. 211-3 du Code monétaire et financier.

Concernant les actionnaires dits au porteur, l'inscription des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par les intermédiaires financiers mentionnés à l'article L. 211-3 du Code monétaire et financier, justifiant du droit de participer à l'Assemblée Générale est constatée par une attestation de participation délivrée par ces derniers, en annexe, selon le cas, du formulaire de vote à distance, de la procuration de vote, ou de la demande de carte d'admission établie au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit.

Seuls les actionnaires justifiant de cette qualité au lundi 22 mai 2023 à zéro heure, heure de Paris, dans les conditions rappelées ci-dessus, pourront participer à cette Assemblée Générale.

L'actionnaire qui a déjà exprimé son vote à distance ou envoyé un pouvoir peut à tout moment céder tout ou partie de ses actions en application de l'article R. 22-10-28 du Code de commerce.

Cependant, si la cession intervient avant le lundi 22 mai 2023 à zéro heure, heure de Paris, la Société invalidera ou modifiera en conséquence, selon le cas, le vote exprimé à distance ou le pouvoir. A cette fin, l'intermédiaire habilité teneur de compte notifie la cession à la Société ou à son mandataire et lui transmet les informations nécessaires.

Aucune cession ni aucune autre opération réalisée après le lundi 22 mai 2023 à zéro heure, heure de Paris, quel que soit le moyen utilisé, n'est notifiée par l'intermédiaire habilité ou prise en considération par la Société, nonobstant toute convention contraire.

Exposé sommaire de la situation de la Société pendant l'exercice 2022

Indicateurs clés

Les tableaux suivants présentent les indicateurs clés de performance du groupe ALD (« KPI ») pour les exercices clos aux 31 décembre 2022, 2021 et 2020.

(en millions d'euros)	Clôture au 31/12/22	Clôture au 31/12/21	Clôture au 31/12/20
Marge des contrats de location	1 181,1	732,8	604,4
Marge des services	703,2	650,0	652,0
Résultat de la vente de véhicules d'occasion	747,6	437,7	61,1
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL BRUT	2 631,8	1 820,6	1 317,5
Total des charges opérationnelles	(884,3)	(675,1)	(633,7)
Coefficient d'exploitation hors Résultat des ventes de véhicules d'occasion ⁽¹⁾	46.9 %	48.8 %	50.4 %
Coût du risque (Provision pour dépréciation de créances)	(46,1)	(24,8)	(71,1)
Coût du risque en % de la moyenne des actifs productifs (en points de base) ⁽²⁾	20	11	34
Charges exceptionnelles	(50,6)	0	0
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	1 650,8	1 120,6	612,7
Quote-part dans le résultat des entreprises associées et des entités contrôlées conjointement	1,7	(1,9)	1,9
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	1 652,5	1 118,7	614,6
Charge d'impôt	(444,6)	(238,6)	(108,9)
Résultat des activités abandonnées	0	0	10,0
Intérêts minoritaires	4,7	7,1	5,8
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	1 203,2	873,0	509,8
Autres données (en %)			
Rendement de l'actif productif moyen ⁽³⁾	5.1 %	4.0 %	2.4 %
Rendement sur fonds propres moyen ⁽⁴⁾	20,6 %	19,5 %	12,5 %
Total des capitaux propres sur l'actif ⁽⁵⁾	22,0 %	18,0 %	16,7 %

(1) Le ratio « Coefficient d'exploitation hors Résultat des ventes de véhicules d'occasion » est défini comme le Total des charges opérationnelles divisé par le Résultat opérationnel brut excluant le Résultat des ventes de véhicules d'occasion.

(2) « Coût du risque en % de la moyenne des actifs productifs » désigne, pour toute période, les charges de dépréciation des créances divisées par la moyenne arithmétique de l'actif productif en début et en fin de période. En 2022, les actifs productifs comprennent les entités détenues en vue de la vente (en Russie, Biélorussie, Portugal, Irlande et Norvège sauf NF Fleet Norway).

(3) « Rendement de l'actif productif moyen » désigne, pour toute période, le Résultat net de l'exercice divisé par l'actif productif moyen arithmétique en début et en fin de période. L'actif productif est défini dans le tableau ci-dessous. En 2022, la moyenne des actifs productifs comprend les entités détenues en vue de la vente

(4) « Rendement sur fonds propres moyen » désigne, pour toute période, le Résultat net de l'exercice divisé par la moyenne arithmétique du total des capitaux propres avant participations ne donnant pas le contrôle au début et à la fin de la période.

(5) Le ratio « Total des capitaux propres sur l'actif » désigne, pour toute période, le total des capitaux propres avant intérêts minoritaires divisé par le total de l'actif, tel que présenté dans les états financiers consolidés d'ALD. Cf. section 6.1.2 « Bilan consolidé ».

(en millions d'euros)	Clôture au 31/12/22	Clôture au 31/12/21	Clôture au 31/12/20
Total flotte (en milliers de véhicules)	1 806	1 726	1 758
dont activité de location longue durée ⁽¹⁾	1 464	1 427	1 372
dont parc automobile hors bilan ⁽²⁾	342	299	386
Coût d'acquisition ⁽³⁾	31 771,7	29 917	27 749
Montants cumulés des amortissements et dépréciations ⁽³⁾	(8 544)	(8 206)	(7 672)
FLOTTE DE LOCATION ⁽³⁾	23 227	21 711	20 077
dont valeur résiduelle	15 869	15 275	14 039
Créances au titre des contrats de location-financement	716	777	748
ACTIFS PRODUCTIFS ⁽⁴⁾	24 798	22 488	20 825
Autres données :			
Moyenne des actifs productifs ⁽⁵⁾	23 643	21 657	21 004

(1) Dont 51 000 véhicules en Russie, Biélorussie et entités devant être cédées an accord avec les autorités de la concurrence (Portugal, Irlande et Norvège, excepté NF Fleet Norway).

(2) Dont 7 000 contrats en Russie, Biélorussie et entités devant être cédées an accord avec les autorités de la concurrence (Portugal, Irlande et Norvège, excepté NF Fleet Norway).

(3) « Flotte de location » (valeur comptable de la flotte de location), « Coût d'acquisition » et « Montants cumulés des amortissements et dépréciations » sont présentés dans la note 15 « Flotte de location » des états financiers consolidés d'ALD. Cf. section 6.2.

(4) « Actif productif » correspond à la valeur comptable nette de la flotte de location plus les montants à recevoir sur les contrats de location-financement. En 2022, les actifs productifs comprennent les entités détenues en vue de la vente.

(5) « Moyenne des actifs productifs » désigne, pour toute période, la moyenne arithmétique de l'actif productif en début et en fin de période.

ACTIVITE D'ALD

Tous les détails relatifs à l'activité de ALD seront décrits dans le Document d'Enregistrement Universel 2022 disponible sur www.aldautomotive.com

De fortes dynamiques commerciales

En 2022, ALD a poursuivi son développement stratégique, renforçant ainsi son leadership et son positionnement fin de tirer parti des perspectives de croissance à long terme du secteur. La capacité d'ALD à conquérir de nouveaux segments de marché grâce à des produits spécialement conçus pour répondre aux nouveaux besoins des clients a contribué à sa croissance commerciale.

Dans ce contexte, la flotte "Flex" a continué de s'accroître avec succès, atteignant 78 000 véhicules fin 2022. Ce fort développement reflète l'adéquation de l'offre d'ALD aux besoins de mobilité flexible des clients. En s'appuyant sur Fleetpool, la société allemande récemment acquise et leader des abonnements automobiles, ALD a conclu un nouveau partenariat avec Kia visant à fournir un service d'abonnement flexible dénommé « Kia Flex ». Ce produit numérique qui s'adapte complètement aux besoins du client et offre un large choix de véhicules neufs, notamment électriques, à vocation à se développer encore à l'avenir.

Les contraintes actuelles qui pèsent sur l'approvisionnement en véhicules neufs génèrent également des opportunités qu'ALD a su saisir. La location de voitures d'occasion est l'une d'entre elles. Forte d'une flotte de 52 000 véhicules fin 2022, l'offre de location multiple a rencontré un vif succès et place ALD sur la bonne voie pour atteindre son objectif « Move 2025 » de 125 000 voitures. Ce produit est essentiel à la stratégie d'ALD car il renforce sa relation avec les clients tout en réduisant le risque de valeur résiduelle.

Conformément à sa stratégie de promotion de la mobilité durable, ALD a consolidé son avance en élargissant les fonctionnalités de Move en France, en Belgique et aux Pays-Bas. Grâce à cette application mobile qui permet aux utilisateurs de planifier, réserver et payer des transports multimodaux, ALD contribue à transformer le parcours de mobilité de chaque employé, tout en améliorant la gestion par les entreprises et les utilisateurs de leur empreinte carbone et de leur budget mobilité, en élargissant sa clientèle sa base de clientèle.

En 2022, ALD a confirmé son engagement à mener la transition vers une mobilité durable et a poursuivi ses efforts en matière d'électrification. Avec un taux de pénétration des véhicules électriques de 27 % sur les véhicules de tourisme neufs en 2022, contenu par des perturbations persistantes des chaînes d'approvisionnement, ALD a maintenu sa position de leader en Europe, bien au-delà du marché (23 %).

La demande en véhicules électriques reste très élevée, représentant 35 % du carnet de commande d'ALD. L'offre ALD Electric (qui comprend la recharge) est désormais commercialisée dans 34 pays, contre 22 l'année précédente.

Le programme « My Net Zero » est un outil de modélisation unique et innovant qui aide les clients à élaborer leur trajectoire d'émission de CO2. Ce produit performant est particulièrement adapté aux besoins des clients car il simule plusieurs trajectoires, tenant compte de multiples paramètres, comme le cycle de renouvellement des véhicules et l'avancement de l'électrification dans les pays envisagés. Grâce à ce produit, les clients ont pu largement dépasser leurs objectifs initiaux d'émission de CO2.

La location longue durée a atteint 1,413 million de véhicules fin décembre 2022 et le carnet de commande reste à un niveau élevé, ce qui illustre les fortes dynamiques commerciales dans un contexte de contraintes d'approvisionnement persistantes. La flotte financée s'est fortement accrue de + 3,1 % par rapport à fin 2021 sur une base comparable, dans la lignée de ce qui était prévu par ALD début 2022 (de + 2 % à + 4 %).

Le nombre total de contrats de gestion de flotte a augmenté de 43 000 en 2022, soit + 14,6 % par rapport à 2021, pour un total de 336 000 véhicules. La croissance est principalement due à un nouveau partenariat bancaire. Le nombre total de contrats s'est élevé à 1,806 million fin 2022, en hausse de 5,2 % par rapport à fin 2021, illustrant ainsi les bonnes performances commerciales d'ALD.

Principales mesures et évolutions stratégiques de l'activité

Nomination au Comité exécutif et au Conseil d'administration

Comité exécutif

ALD a annoncé les changements suivants au sein de son Comité exécutif : Le 14 février 2022, Laurent SAUCIÉ a rejoint le Comité exécutif du Groupe en tant que Integration Leader du Département Integration Management Office (IMO) dans le cadre de l'acquisition de LeasePlan. Il est chargé de concevoir une stratégie d'intégration en collaboration avec les équipes de Lease Plan afin de finaliser le plan d'intégration et d'exécuter le rapprochement des deux entreprises de manière efficace.

Le 13 décembre 2022, Gilles BELLEMÈRE a quitté son poste de Directeur général adjoint d'ALD, avec effet au 31 décembre 2022, pour se consacrer pleinement à sa fonction de Directeur général d'ALD Automotive France, la plus grande filiale du Groupe, en plus de la supervision directe d'ALD Automotive au Maroc et en Algérie. Il continue de siéger au Comité exécutif d'ALD.

Conseil d'administration

Le 7 février 2023, le Conseil d'administration d'ALD a coopté Frédéric OUDÉA au poste d'administrateur avec effet immédiat, suite à la démission de Karine DESTRE-BOHN. La nomination de Frédéric OUDÉA à ce poste sera soumise à l'approbation de la prochaine Assemblée générale d'ALD. Cette nomination renforce le Conseil d'administration d'ALD en vue de la future intégration de LeasePlan. Frédéric OUDÉA a accompagné et supervisé le développement d'ALD depuis plusieurs années au sein de Société Générale, ainsi que le projet d'acquisition de LeasePlan. Ses mandats de Directeur général et d'administrateur de Société Générale expireront à la prochaine Assemblée générale en mai 2023.

Principales mesures stratégiques

Acquisition de LeasePlan

Le 6 janvier 2022, ALD a annoncé son intention d'acquies LeasePlan, un acteur majeur des solutions de mobilité qui offre des services complets de location et de gestion de flotte avec une flotte totale de 1,6 million de véhicules, ce qui en ferait le partenaire idéal pour ALD pour transformer le secteur. Un accord-cadre a été signé en ce sens le 22 avril 2022 et amendé le 28 mars 2023, auquel il est fait référence ci-après sous le terme "Framework Agreement").

Le rapprochement d'ALD et de LeasePlan devrait générer de fortes synergies et permettre de mettre à profit leurs complémentarités. En tant que leader mondial dans le secteur de la mobilité durable, l'entité combinée devrait bénéficier d'un marché à forte croissance, porté par de solides tendances sous-jacentes.

Cette transaction transformante permettrait à ALD d'accélérer son développement et d'accroître sa flotte d'au moins 6 % par an sur le long terme, après l'intégration de LeasePlan. La transaction permettrait de générer des synergies d'exploitation et d'achat à hauteur de 440 millions d'euros par an avant impôt. ALD cible une amélioration de son coefficient d'exploitation à environ 46 %-47 % en 2025 (contre 56% pour l'entité combinée en 2022), confirmant ainsi sa position de leader du secteur. ALD cible un ratio de distribution des résultats de 50 % sur la période 2022-2025. Il devrait offrir aux investisseurs des rendements attrayants et une création de valeur significative.

Durant 2022, plusieurs étapes-clés ont été franchies en vue de la finalisation de cette transaction.

Les principales approbations des autorités de la concurrence et des autorités réglementaires ont été reçues : i) approbations de la BCE, la DNB et l'ACPR, ii) l'AMF a exempté le Consortium d'actionnaires de LeasePlan de l'obligation de déposer une offre publique d'achat sur le capital d'ALD, iii) approbation de la Commission européenne en vertu de la réglementation sur les fusions (sous réserve de cessions limitées), iv) approbations des autorités de la concurrence en dehors de l'Union européenne (Royaume Uni, Brésil, Mexique et Turquie).

En décembre 2022, ALD a réalisé avec succès une augmentation de capital d'un montant de 1,2 milliard d'euros, lui permettant de sécuriser le financement d'une partie de la composante en numéraire du prix d'acquisition. Le taux de souscription élevé, à 175 %, démontre le fort soutien des actionnaires existants et des nouveaux actionnaires pour la création du leader mondial de la mobilité durable.

ALD prévoit de finaliser l'acquisition de LeasePlan le 22 mai 2023, sous réserve notamment des approbations réglementaires restantes et de la réalisation d'autres conditions suspensives usuelles.

Montant de l'acquisition price et structure du financement

Selon le Framework Agreement, ALD acquerrait 100 % du capital de LP Group B.V. (LeasePlan), société holding détenant 100 % de LeasePlan Corporation N.V., où sont exercées les activités commerciales, pour un montant total de 4,7 milliards d'euros, sur la base d'une situation nette comptable de 3,504 milliards d'euros à la clôture, sous réserve d'un complément de prix éventuel d'un montant maximum de 235 million d'euros en numéraire. L'acquisition serait financée par :

- environ 1,8 milliard d'euros en numéraires provenant de (i) une augmentation de capital d'environ 1,2 milliards d'euros, et (ii) l'émission de 600 millions d'euros de dette subordonnée entièrement souscrite par Société Générale ; et
- l'émission au bénéfice des actionnaires actuels de LeasePlan de (i) environ 251 millions nouvelles actions ordinaires d'ALD représentant 30,75 % du capital social d'ALD à la date de l'acquisition, pour un montant d'environ 2,7 milliards d'euros, et (ii) bons de souscriptions d'actions d'ALD accordant le droit de souscrire jusqu'à 3,12 % du capital social d'ALD pour un montant d'environ 100 millions d'euros, en rémunération de l'apport, par les actionnaires actuels de LeasePlan, du reste des actions de LeasePlan et qui ne sont pas rémunérées en numéraire.

Conditions suspensives

La réalisation de l'acquisition de LeasePlan est soumise à des conditions suspensives, comme décrit ci-dessous.

A la suite de la finalisation de l'acquisition, Société Générale, TDR, Lincoln et ATP agissant de concert dépasseront les seuils légaux de 30% du capital et des droits de vote d'ALD, ce qui caractérise une situation où une offre publique doit être déposée conformément à l'article 234-2 du Règlement Général de l'Autorité des marchés financiers (AMF). Dans ce contexte, Société Générale, TDR, Lincoln et ATP ont demandé et obtenu de l'AMF l'octroi d'une dérogation à l'obligation de déposer une offre publique pour les actions ALD, sur la base des articles 234-9, 4° et 234-9, 6° du règlement général de l'AMF, tel que publié par l'AMF le 10 novembre 2022, et dont la décision n'a pas fait l'objet d'une demande de révision dans le délai d'opposition prévu par la réglementation applicable.

LeasePlan dispose actuellement d'une licence bancaire qui lui permet de collecter des dépôts dans le cadre du système néerlandais de garantie des dépôts, et est réglementée par la Banque centrale européenne ("BCE"). ALD a demandé à la BCE de lui accorder le statut réglementé de Compagnie Financière Holding ("CFH"), ce qui, une fois l'acquisition réalisée, renforcerait l'accès d'ALD au financement, notamment par le biais de la collecte de dépôts par LeasePlan. L'octroi du statut de CFH par la BCE à l'ALD est une condition préalable à la réalisation de l'acquisition. La BCE a confirmé qu'ALD se verrait accorder le statut de CFH à la réalisation de l'acquisition. La réalisation de l'acquisition est conditionnée à l'obtention d'une décision de non-objection de la BCE au changement

de contrôle de LeasePlan Corporation N.V. Le 25 novembre 2022, la BCE a rendu une décision confirmant sa non-objection au changement de contrôle de LeasePlan Corporation N.V.

La réalisation de l'acquisition est également conditionnée par l'obtention de plusieurs autorisations réglementaires dans des juridictions étrangères (principalement en Europe et au Brésil) de la part d'autorités de régulation financière et d'autres autorités, notamment en ce qui concerne les réglementations en matière d'investissements étrangers. Certaines de ces autorisations réglementaires ont déjà été obtenues et ALD s'attend à ce que les autorisations réglementaires restantes soient obtenues avant la clôture de l'acquisition.

ALD a obtenu toutes les autorisations de contrôle des fusions d'entreprises conditionnant la réalisation de l'acquisition. En particulier, l'autorisation de la Commission européenne a été obtenue le 25 novembre 2022. L'approbation de la Commission européenne est conditionnée à la cession des filiales exerçant les activités de location longue durée et de gestion de flotte d'ALD au Portugal, en Irlande et en Norvège, à l'exception, dans ce dernier pays, de NF Fleet Norway, une société détenue conjointement par ALD et Nordea, et de LeasePlan en République tchèque, en Finlande et au Luxembourg. Un accord avec Credit Agricole Consumer Finance a été conclu le 22 mars 2023 pour la vente de ces six entités. La flotte combinée de ces entités représentait environ 100 000 véhicules ou 3 % de la flotte totale combinée d'ALD et de LeasePlan au 31 décembre 2022.

La réalisation de l'acquisition est soumise à l'approbation préalable par l'assemblée générale des actionnaires d'ALD de l'émission de nouvelles actions ordinaires et de bons de souscription d'actions ALD ("Warrants") en contrepartie de l'apport en nature par Lincoln à ALD de la fraction des actions LeasePlan qu'elle détient et qui n'ont pas été acquises en numéraire. Cette assemblée générale des actionnaires est prévue le 22 mai 2023.

La réalisation de l'acquisition est également soumise à l'approbation préalable par l'assemblée générale des actionnaires de LeasePlan de la distribution d'un dividende pré-clôture, conformément à la méthode de calcul convenue dans l'accord-cadre. Cette approbation des actionnaires devrait intervenir préalablement à la clôture de l'acquisition. La réalisation de l'acquisition est soumise à la livraison par chacune des entités ALD et LeasePlan, d'un actif net de clôture au moins égal à des niveaux définis dans l'accord-cadre.

Flotte de location

La valeur nette comptable de la flotte de location est passée de 21 711 millions d'euros au 31 décembre 2021 à 23 227 millions d'euros au 31 décembre 2022. Cette augmentation résulte principalement de la hausse des prix des voitures neuves dans un contexte de pénurie, de l'inflation générale, de la croissance de la flotte financée et d'autres facteurs tels que l'évolution de la composition de la flotte, la répartition géographique de la flotte et les paramètres des contrats de location. La valeur plus élevée des véhicules neufs (en particulier les véhicules électriques) entraîne une augmentation de la valeur de la flotte financée.

ALD conserve toujours la quasi-totalité des risques et des avantages des créances locatives. Comme dans tous les programmes de titrisation adossée à des actifs, ALD a souscrit des titres de premier rang et supportera donc toutes les pertes réalisées. En conséquence, ALD continue de comptabiliser l'intégralité des créances locatives transférées, dont la valeur actuelle totalisait 2 313 millions d'euros au 31 décembre 2022 et la valeur nette comptable s'élevait à 2 173 millions d'euros à cette même date.

Ces créances locatives transférées ne peuvent être cédées.

RESULTATS FINANCIERS RECORDS

ALD a enregistré des résultats records en 2022, grâce à la forte hausse des marges et à des résultats des ventes de véhicules d'occasion exceptionnellement élevés, qui ont largement compensé les frais liés à l'acquisition de LeasePlan encourus en 2022.

Compte tenu du contexte géopolitique actuel et de la réouverture de la Chine, les chaînes d'approvisionnement ne devraient à la normale que graduellement, la production de voitures neuves se normalisant plus tard que prévu, vers la fin 2023. Dans ce contexte, la situation favorable de l'offre/demande du marché des véhicules d'occasion devrait persister en 2023.

Ensemble, les marges des contrats de location et des services (marges totales) ont atteint 1 884,2 millions d'euros en 2022, en hausse de 36,3 % par rapport à l'année précédente et de 31,7 % en tenant compte des éléments non opérationnels.

La réduction des charges de dépréciation a affecté la Marge des contrats de location pour + 350,3 millions d'euros, du fait de l'évolution de la courbe de dépréciation reflétant les prix exceptionnellement élevés des véhicules d'occasion à court terme. De ce fait, la dépréciation a été ajustée ou arrêtée pour les véhicules dont il est estimé que les produits de la vente devraient dépasser leur valeur comptable nette.

- La réduction des charges de dépréciation correspond à la différence entre les coûts d'amortissement contractuel et le coût d'amortissement révisé. Elle anticipe dans la Marge des contrats de location une partie du résultat de la vente de voitures d'occasion qui aurait été comptabilisée ultérieurement.
- La courbe de dépréciation a été ajustée au 1^{er} semestre 2022, puis au 2^{ème} semestre 2022, afin de tenir compte du prix des voitures d'occasion plus élevé et d'une normalisation du marché automobile plus lente que prévue (vers fin 2023 au lieu de courant 2022).

Les éléments non opérationnels ont impacté la Marge des contrats de location à hauteur de + 128,4 millions d'euros (contre + 49,8 millions d'euros en 2021) :

- Exercice usuel de réévaluation de la flotte : + 72,2 millions d'euros (contre + 49,8 millions d'euros en 2021), sur la base des contrats arrivant à leur échéance ;
- Application des règles comptables relatives à l'hyperinflation en Turquie : + 59,9 millions d'euros ;
- Provision en Ukraine : - 3,6 millions d'euros en 2022, sur la base de la plus récente évaluation d'ALD selon laquelle la majeure partie de la flotte reste opérationnelle et la partie à risque est limitée.

La Marge des contrats de location a atteint 1 181,1 millions d'euros en 2022, en hausse de 61,2 % par rapport à l'année précédente et de 54,1 % en tenant compte des éléments non opérationnels. Les marges des services s'élevaient à 703,2 millions d'euros, en hausse de 8,2 % par rapport à 2021, grâce au nombre croissant de contrats de gestion de flotte et l'intégration de Fleetpool dans le périmètre de consolidation.

La contribution du Résultat des ventes de véhicules d'occasion s'établit à 747,6 millions d'euros en 2022, un niveau exceptionnellement élevé, en hausse par rapport aux 437,7 millions d'euros enregistrés pour 2021, ce qui reflète un rapport offre/demande très favorable. L'impact positif de la diminution des coûts de dépréciation sur la Marge des contrats de location comptabilisée aux trimestres précédents a anticipé des résultats des ventes de véhicules d'occasion pour un montant estimé de 111 millions d'euros au total pour 2022.

Le résultat de la vente de voitures d'occasion atteignait 2 846 euros par unité sur toute l'année 2022, conformément à la *guidance* d'ALD d'un prix « supérieur à 2 800 euros », en hausse par rapport aux 1 422 euros par unité en moyenne en 2021. Le Résultat des ventes de véhicules d'occasion par unité a été défavorablement impacté par la diminution des coûts de dépréciation comptabilisée aux trimestres précédents, laquelle avait anticipé certains résultats de vente de véhicules d'occasion futurs dans la Marge des contrats de location. Si ALD n'avait pas diminué des coûts de dépréciation afin de refléter les prix exceptionnellement élevés des voitures d'occasion, le résultat de la vente de voitures d'occasion par unité aurait été de 3 269 euros en 2022.

Grâce à d'efficaces outils de revente de voiture d'occasion, ALD en a vendu 263 000 véhicules vs. 308 000 véhicules au cours de l'année précédente. La baisse est due à l'augmentation du nombre de prolongations de contrats et au développement de la location de voitures d'occasion.

Grâce à un marché des voitures d'occasion extrêmement favorable, le résultat brut d'exploitation d'ALD a atteint 2 631,8 millions d'euros en 2022, en hausse de 44,6 % par rapport à 2021. L'impact de la réduction des coûts de dépréciation, net de son impact sur le résultat de la vente de voitures d'occasion, s'est élevé à + 239,4 millions d'euros sur l'année.

Les charges d'exploitation ont représenté 884,3 millions d'euros en 2022. La hausse de 31 % par rapport à l'année précédente est principalement due : i) aux frais liés à l'acquisition de LeasePlan pour un montant de 128 millions d'euros, alors que la préparation de la finalisation et de l'intégration se sont accélérées au cours de l'année, ii) à un effet périmètre de 31,5 millions d'euros, avec l'entrée de Sabadell, Fleetpool et Ford Fleet Management dans le périmètre de consolidation, et iii) à la hausse des rémunérations variables liées aux excellents résultats.

Le coefficient d'exploitation (hors résultat des ventes de voitures d'occasion) a atteint un niveau bas de 46,9 % en 2022, contre 48,8 % en 2021, principalement en raison de l'impact positif de la réduction des coûts de dépréciation sur la Marge des contrats de location, qui a plus que compensé les frais relatifs à l'acquisition de LeasePlan.

Les provisions pour dépréciation de créances ont atteint 46,1 millions d'euros contre 24,8 millions d'euros en 2021. Le Coût du risque, exprimé en pourcentage de la moyenne des actifs productifs, est resté modéré à 20 points de base en 2022, bien qu'en hausse par rapport au niveau exceptionnellement faible de 11 points de base en 2021.

Les filiales en Russie et en Biélorussie ont été classées en "actifs détenus en vue de la vente" dans les états financiers consolidé clos le 31 décembre 2022. De ce fait, une dépréciation de - 50,6 millions d'euros a été comptabilisée en tant que charges non récurrentes dans le compte de résultat d'ALD.

La charge d'impôt s'élève à 444,6 millions d'euros en 2022, en forte hausse par rapport aux 238,6 millions d'euros enregistrés en 2021. Le taux d'imposition effectif s'est accru à 26,9 % en 2022, contre 21,3 % en 2021, principalement en raison des charges non récurrentes non déductibles susmentionnées.

Le Résultat net d'ALD (part du Groupe) s'est établi à 1 203,2 millions d'euros en 2022, en hausse de 37,8 % par rapport à 2021. Les actifs productifs se sont accrus à 23,9 milliards d'euros au 31 décembre 2022, ce qui représente une forte hausse de 10,3 % par rapport à fin 2021. Cette hausse reflète les fortes dynamiques commerciales ainsi que le prix plus élevé des véhicules et la part croissante de véhicules électriques dans la flotte financée. La moyenne des actifs productifs s'est accrue de 9,2 % en 2022 comparé à l'année précédente.

Dans le cadre de sa stratégie volontariste de gestion de la liquidité, ALD a diversifié son financement en émettant un total d'environ 2 milliards d'euros d'obligations senior non garanties sur toute l'année 2022. La réussite de ces émissions obligataires dans un marché difficile confirme le solide appétit du marché pour la dette d'ALD.

Le financement total à fin 2022 s'est établi à 19,9 milliards d'euros (à comparer aux 18,5 milliards d'euros à fin 2021), dont 69 % de prêts de Société Générale.

Le Groupe bénéficie de solides notations de crédit à long terme par Fitch (BBB+) et Standard & Poor's (BBB), les deux agences ayant placé ces notations sous "*Credit watch positive*" suite à l'annonce le 6 janvier 2022 du projet d'acquisition de LeasePlan. Depuis, ces deux agences ont confirmé qu'elles envisageaient de rehausser les notations de dette d'ALD à A- à la finalisation de l'acquisition.

Le total des fonds propres du Groupe sur le total de l'actif a atteint 22,0 % fin 2022, contre 18,0 % fin 2021, la hausse étant due à l'augmentation de capital de 1,2 milliard d'euros, qui financera en partie le prix de l'acquisition de LeasePlan. Le ratio Total des capitaux propres/total de l'actif retraité de la distribution de dividendes propose s'élève à 20,1 % fin 2022.

Le rendement de la moyenne des actifs productifs s'est accru à 5,1 % en 2022 (contre 4,0 % en 2021), alors que le rendement des capitaux propres s'est hissé à 20,6 % (contre 19,5 % l'année précédente). En 2022, le résultat par action s'est établi à 2,66 euros, en hausse de 34,7 % par rapport à l'année précédente (1,97 euros).

Le Conseil d'administration a décidé de proposer à l'Assemblée générale de distribuer un dividende de 1,06 euro par action au titre de l'exercice 2022, en hausse de 7,1 % par rapport à l'exercice précédent. Ce montant correspond à l'objectif à moyen terme d'ALD de verser 50 % du Résultat net (Part du Groupe) à ses actionnaires. Les actionnaires actuels de LeasePlan n'auront pas droit au dividende au titre de l'exercice 2022.

INVESTISSEMENT

Investissements historiques

Les investissements en immobilisations corporelles et incorporelles (autres que les acquisitions et investissements dans la flotte) réalisés par le Groupe durant les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2022 s'élèvent respectivement à 89,6 millions d'euros et 109,2 millions d'euros. Les acquisitions et investissements dans la flotte portent essentiellement sur les acquisitions mentionnées ci-après et les investissements réalisés par le Groupe dans sa flotte.

En mai 2016, Temsys SA, la filiale française d'ALD, a acquis le groupe Parcours, soit une flotte totale de 63 700 véhicules (dont 57 600 en France). Cette opération a renforcé la position du Groupe vis-à-vis des PME et des TPE en France, en Belgique, au Luxembourg et en Espagne.

Le réseau local de maintenance, de réparation et de conseil de Parcours, intégré depuis février 2020 dans l'offre commune ALD suite au programme ALD Demain, est également exploité dans le cadre du développement de la plateforme de mobilité du Groupe.

En 2016, ALD Automotive Magyarország Kft, filiale d'ALD, a procédé à l'acquisition de MKB-Eurolizing Autopark Zrt, acteur du marché de la location simple de véhicules en Hongrie (7 700 véhicules), et en Bulgarie (1 700 véhicules), *via* MKB-Autopark Eood, filiale à 100 %.

En juillet 2017, ALD International Group Holdings GmbH, filiale d'ALD, a acquis Merrion Fleet, le numéro 2 de la location longue durée en Irlande (*circa* 5 500 véhicules). Cette acquisition a permis d'élargir la couverture géographique d'ALD.

En septembre 2017, ALD Automotive SAU (Espagne), filiale d'ALD, a acquis BBVA Autorenting, filiale espagnole de location longue durée de BBVA. À cette date, BBVA Autorenting était le septième acteur du marché espagnol avec une flotte d'environ 25 000 véhicules, dont la plupart étaient auparavant gérés par ALD Espagne dans le cadre d'un contrat de gestion de flotte. Un contrat de partenariat a par ailleurs été conclu avec BBVA, qui commercialisera les produits de location longue durée du Groupe auprès des entreprises et des particuliers dans le cadre d'un contrat de marque blanche.

En juin 2018, ALD Automotive SAU (Espagne) a acquis Reflex Alquiler Flexible de Vehículos, SA, société indépendante spécialisée en location flexible. Cette acquisition a permis d'élargir l'offre de services d'ALD à la location flexible, particulièrement adaptée à une clientèle de PME.

En août 2018, dans le cadre de la cession par Société Générale de sa filiale bulgare Société Générale Express Bank AD, ALD a racheté à cette dernière, via sa filiale allemande, sa participation minoritaire de 49 % dans ALD Automotive OOD en Bulgarie. ALD détient désormais la totalité du capital de sa filiale bulgare.

En juin 2019, ALD a acquis SternLease B.V., la filiale de *leasing* du groupe Stern avec une flotte d'environ 13 000 véhicules loués à des PME et des particuliers aux Pays-Bas. La filiale fournit des services de *leasing* par le biais de la distribution directe et d'un réseau de 85 concessionnaires locaux de Dealergroup Stern. En plus de l'accord d'acquisition de SternLease B.V., un accord de distribution dédié a été signé pour permettre l'accès à ce réseau de concessionnaires locaux afin qu'ils puissent proposer en exclusivité les services de *leasing* d'ALD aux PME et aux particuliers.

En juin 2019, ALD a acquis la société de location de véhicules BBVA Automercantil au Portugal. L'opération comprend également un contrat d'agence par lequel BBVA met à la disposition de ses clients entreprises et particuliers au Portugal une solution de location longue durée gérée par ALD.

En février 2020, la société ALD a annoncé qu'elle cédait sa participation de 50 % dans ALD Fortune Auto Leasing & Renting (Shanghai) Co. Ltd. en Chine, ainsi que sa participation de 50 % dans la coentreprise gérée avec son partenaire, Hwabao Fortune Investment Company, pour un montant net après impôts de près de 10 millions d'euros.

En mars 2020, ALD et Mitsubishi UFJ Lease & Finance Company Limited (ci-après « MUL ») ont signé un accord visant à créer une coentreprise qui exerce des activités de location longue durée et de gestion de flotte multimarques avec des produits liés à la mobilité pour les entreprises clientes en Malaisie.

En mai 2021, ALD a acquis Bansabadell Renting, l'entreprise de location longue durée de Banco Sabadell en Espagne, ajoutant ainsi près de 19 500 véhicules à sa flotte financée. Cette acquisition comprenait également la signature d'un accord de distribution en marque blanche en vertu duquel Banco Sabadell offre à ses clients PME et particuliers en Espagne une solution de location longue durée gérée par ALD.

En septembre 2021, ALD a annoncé l'acquisition de 17 % du capital social de Skipr via une augmentation de capital. Skipr est une *start-up* belge spécialisée dans la Mobilité en tant que service (MaaS). L'association des technologies de pointe de Skipr et d'ALD contribue à une transition réussie vers des solutions de mobilité durable à la fois plus flexibles, efficaces et rentables.

En octobre 2021, ALD a signé un accord visant à acquérir Fleetpool et son portefeuille d'environ 10 000 véhicules. L'expertise de Fleetpool en abonnement automobile permet à ALD de mieux exploiter son offre mobilité à destination des particuliers et des entreprises, ainsi que des constructeurs automobiles souhaitant diversifier leur modèle de distribution et leur offre de services.

Cette offre sera étendue à l'Europe ces prochaines années.

Toutes les acquisitions réalisées par le Groupe ont été payées comptant sur ses propres ressources. Les investissements dans la flotte ont été financés par la dette, tel qu'indiqué à la section 2.5 « Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement ».

Investissements en cours

Durant l'exercice clos le 31 décembre 2022, les investissements en immobilisations corporelles et incorporelles sont restés conformes aux précédents investissements réalisés dans la flotte et à la stratégie d'acquisition du Groupe.

Le Groupe prévoit de continuer à faire des investissements appropriés pour ses activités.

Acquisition de LeasePlan

Le 6 janvier 2022, ALD a annoncé son intention d'acquérir LeasePlan. Les risques liés aux acquisitions, en particulier le risque d'exécution, ainsi que la stratégie d'ALD pour gérer ces risques, seront décrites dans le Document d'Enregistrement Universel 2022 à venir.

Cessions

À l'inverse, quelques cessions ont été annoncées et devraient être finalisées courant 2023. ALD a annoncé le 22 mars 2023 la signature d'un accord relatif à la cession de ses filiales en Irlande, au Portugal et en Norvège ainsi que des filiales de LeasePlan au Luxembourg, en Finlande et en République tchèque à Crédit Agricole Consumer Finance et Stellantis. Ces cessions interviendraient au titre des engagements pris par ALD dans le cadre de l'autorisation par la Commission Européenne de l'acquisition de LeasePlan par ALD. Leur réalisation est soumise à l'obtention d'autorisations réglementaires et de concurrence et à la réalisation de l'acquisition de LeasePlan par ALD. La flotte de ces six entités représentait environ 100 000 véhicules, soit 3 % de la flotte totale combinée d'ALD et de LeasePlan au 31 décembre 2022.

ALD est engagé dans un processus de vente de ses filiales en Russie et en Biélorussie, qui exploitaient ensemble une flotte financée de 14 600 véhicules à fin 2022. La finalisation de ce processus est soumise à l'approbation des autorités réglementaires locales compétentes. En conséquence, les filiales russes et biélorusses ont été classées comme "actifs détenus en vue de la vente" dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2022. Les impacts financiers potentiels de cette cession seront décrits dans le Document d'Enregistrement Universel 2022 à paraître.

Investissements futurs

Le Groupe entend continuer à réaliser des investissements opportuns dans le cadre de son activité.



DOCUMENT A RETOURNER :

- si vos actions sont inscrites au nominatif à AG.ald@aldautomotive.com ou Société Générale, Service des Assemblées – CS 30812 – 44308 Nantes Cedex 3
- si vos actions sont au porteur : à l'intermédiaire qui assure la gestion de votre compte titres.

DEMANDE D'ENVOI

DE DOCUMENTS ET DE RENSEIGNEMENTS

Visés à l'article R. 225-88 du Code de commerce*

Je soussigné (e) :

Nom : _____

Prénom : _____

Mode de diffusion souhaité (par défaut, diffusion électronique par e-mail)

Par e-mail • Par courrier postal •

E-mail : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Propriétaire de action(s) d'ALD :

Demande l'envoi, conformément à l'article R.225-88, alinéas 1 et 2, du Code de commerce, des documents et renseignements visés à cet article concernant l'Assemblée Générale Mixte convoquée pour le mercredi 24 mai 2023.

Fait à

Le

Signature

NOTA : Conformément aux dispositions de l'article R. 225-88 alinéa 3 du Code de commerce, à compter de la convocation de l'assemblée jusqu'au cinquième jour inclusivement avant la réunion, les actionnaires titulaires de titres nominatifs peuvent, par une demande unique, obtenir de la Société l'envoi des documents visés aux articles R. 225-81 et R. 225-83 dudit code à l'occasion de chacune des assemblées d'actionnaires ultérieures. Au cas où l'actionnaire désierait bénéficier de cette faculté, mention devra être portée sur la présente demande.